



**PRÉFET  
DU NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture du Nord**

Secrétariat général  
Direction de la coordination  
des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE/YA

**Arrêté préfectoral imposant à la société  
Les Sablières des Hauts-de-France des prescriptions complémentaires  
pour l'exploitation de sa carrière de sable et d'argile  
du « Bois de Flines » à FLINES-LEZ-RACHES**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, L. 511-1, L. 541-4-3, R. 181-45 et R. 181-49 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié le 22 octobre 2018 relatif à l'exploitation de carrière soumis à autorisation au titre de la rubrique n° 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié le 24 décembre 2009 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockages de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2009 autorisant la société SA Carrière Dhainaut à exploiter pour 15 ans l'extension de la carrière de sable et d'argile du Bois de Flines sur la commune de FLINES-LEZ-RACHES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2024 imposant des prescriptions complémentaires à la société Les Sablières des Hauts-de-France relatives au changement d'exploitant et à la poursuite de l'exploitation de sa carrière de sable et d'argile du « Bois de Flines » à Flines-lez-Râches ;

Vu l'arrêté préfectoral 13 février 2025 portant délégation de signature à monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 24 janvier 2025 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 27 janvier 2025 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant à la transmission susvisée ;

Considérant ce qui suit :

1. l'exploitant réalise une autosurveillance des paramètres listés à l'article 18.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 juillet 2009 depuis 2017 ;
2. l'article 18.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 juillet 2009 ne prescrit pas de valeur limite pour ces paramètres ;
3. la carrière est autorisée à recevoir des déchets inertes pour le remblayage de la carrière ;
4. la nécessité d'adapter les prescriptions de l'exploitation de la carrière du « Bois de Flines » de sables et d'argile à FLINES-LEZ-RACHES ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> – Désignation du destinataire

La société SARL Les Sablières des Hauts-de-France, dont le siège social est situé au 11 boulevard des Alliés - 59148 FLINES-LEZ-RACHES, est tenue pour la poursuite de l'exploitation de la carrière de sable et d'argile située au lieu-dit « Bois de Flines » sur le territoire de la commune de FLINES-LES-RACHES, autorisée par l'arrêt préfectoral d'autorisation du 6 juillet 2009, de respecter les dispositions du présent arrêté qui modifient, remplacent et complètent les prescriptions de l'arrêté précité.

### Article 2 – Modification de l'article 18.4.2 du chapitre IV de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2009

L'article 18.4.2 du chapitre IV de l'arrêté préfectoral du 06 juillet 2009 est modifié et remplacé par les prescriptions suivantes :

#### 18.4.2. Programme de surveillance

§1 – les valeurs limites pour les eaux en fond de carrière sont :

Paramètres	unité	Eaux de fond de carrières Valeurs ou concentrations maximales (1) (3)	Fréquence de réalisation des mesures
pH		≥6 et ≤9	semestrielle
DCO	mg/l	≤30	
DBO5	mg/l	≤ 6	
Arsenic (As)	µg/l	10	
Baryum (Ba)	µg/l	3	
Cadmium (Cd)	µg/l	0,5	
Chrome total (Cr total)	µg/l	5	
Cuivre (Cu)	µg/l	1	
Mercure (Hg)	µg/l	0,1	
Molybdène (Mo)	µg/l	0,5	
Nickel (Ni)	µg/l	20	
Plomb (Pb)	µg/l	7,2	
Antimoine (Sb)	µg/l	5	
Sélénium (Se)	µg/l	10	
Zinc (Zn)	µg/l	4300	
Fluorures (F)	mg/l	1,5	
Indice phénols	mg/l	1,7	
Carbone Organique Total (COT)	µg/l	10	
Somme BTEX	µg/l	0,01	
Benzène	µg/l	0,01	
Toluène	µg/l	0,01	
Ethylbenzène	µg/l	0,01	
Xylènes	µg/l	0,01	
Somme PCB 7 congénères (2)	µg/l	0,05	
Hydrocarbures (C10-C40)	mg/l	≤1	
Somme HAP 6 congénères	µg/l	0,01	
Fluoranthène	µg/l	0,01	
Benzo [b ]Fluoranthène	µg/l	0,01	
Benzo [k ]Fluoranthène	µg/l	0,01	
Benzo [a] Pyrène	µg/l	0,01	
Benzo [ghi]Pérylène	µg/l	0,01	
Indéno(1,2,3-cd)Pyrène	µg/l	0,01	

(1) source : arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières, arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux références de qualité des eaux brutes et eaux pour la consommation humaine, SEQ Eau version 3-20231031

(2) Somme des concentrations des congénères PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153 et 180

(3) ces valeurs ne sont pas applicables si le dépassement mesuré résulte de l'état physico-chimique de la nappe des sables en amont hydraulique de la carrière. Dans ce cas l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour en rechercher l'origine et, si elle provient de ses installations, en supprimer la cause. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin, entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de l'eau en fond de fosse. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

La première campagne de contrôle est réalisée dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

A la suite de cette première campagne de contrôle, la fréquence des campagnes de contrôle est semestrielle.

§2- En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, l'exploitant, en accord avec l'inspection des installations classées, met en place un plan d'actions et de surveillance renforcée.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, à une fréquence déterminée, un rapport circonstancié sur les observations en applications du plan de surveillance renforcée.

### Article 3 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

### Article 4 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de LILLE conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou

hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif de LILLE peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex. Ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### Article 5 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de l'arrondissement de DOUAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de FLINES-LEZ-RACHES ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de FLINES-LEZ-RACHES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-carrieres-apc-2025>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le 04 AVR. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

